

**PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REPUBLICQUE FRANCAISE

-----  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE  
-----

Bureau de l'Environnement  
-----

Dossier suivi par : Mme CONSOLE

Tél. : 91.15.62.66

n° 96-131/36-1996-A

DIRECTION REGIONALE INDUSTRIE ET RECHERCHE P A C A
15 MAI 1996 09136
COURRIER ARRIVEE

Marseille, le 13 MAI 1996

**ARRETE**

mettant en demeure

M. le Directeur Général de la S.A. PAPETERIES ETIENNE  
de trouver une solution réglementairement acceptable  
pour l'élimination des déchets de son installation

-----  
LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
-----

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et 92-654 du 13 juillet 1992 et notamment ses articles 23 et 24,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 22 mars et 2 mai 1996,

**CONSIDERANT** que l'exploitant ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 61-1982-A du 06 décembre 1982 portant mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation.

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a toujours pas engagé les actions citées dans le courrier n° MH/MM - 95/142 du 21 décembre 1995 adressé à Monsieur le Sous-Préfet d'Arles, qui prévoyait la recherche d'un site autorisé pour l'élimination de ses déchets.

**ARRETE**

**ARTICLE 1**

La S.A. PAPETERIES ETIENNE, sise à ARLES - 29 avenue de Camargue, est mise en demeure d'éliminer ou de valoriser ses déchets selon des modalités ayant obtenu l'accord de l'Inspection des Installations Classées, conformément aux dispositions du titre V. DECHETS de l'arrêté n° 61-1982 A du 06 décembre 1982 portant mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation de l'établissement.

**ARTICLE 2**

Les prescriptions de l'article 1 ci-dessus seront réalisées dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

.../...

### ARTICLE 3

En cas de non respect des présentes prescriptions, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par les articles 23 et 24 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

### ARTICLE 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 3 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire d'ARLES,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, le Maire sera, en outre, chargé de son affichage dans les lieux accoutumés.

MARSEILLE, le 13 MAI 1986

**POUR COPIE CONFORME**  
Le Chef de Bureau,

*M.H. Pelegrin*

**M.H. PELEGRIN**



Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général,

Pierre SOUBELET